



Revue de presse



Lundi 16 Octobre 2023



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Communiqué du Conseil des ministres

Le président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune a présidé, dimanche, une réunion du Conseil des ministres, consacrée à l'examen du projet de loi de finances (PLF) pour l'exercice 2024 et d'exposés relatifs à plusieurs secteurs, indique un communiqué du Conseil des ministres dont voici la traduction APS :



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Le PLF-2024 doit préserver le pouvoir d'achat des citoyens

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a affirmé, lors de la réunion du Conseil des ministres qu'il a présidée dimanche, que le projet de loi de finances (PLF-2024) devrait préserver le pouvoir d'achat des citoyens, indique un communiqué du Conseil.

Lors de la réunion, le Président Tebboune a affirmé que "le projet de loi doit préserver le pouvoir d'achat des citoyens, dans le contexte de la hausse des prix sur les marchés internationaux suite à l'élargissement du cercle d'instabilité au niveau mondial", selon le communiqué.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Journées d'information à partir de mercredi sur l'accompagnement des entreprises en faveur de la relance économique

La Direction générale des Douanes lancera, à partir de mercredi, des Journées d'information sur la thématique de "l'accompagnement des entreprises en faveur de la relance économique", en coordination avec la Chambre algérienne de commerce et d'industrie (CACI) et l'Agence nationale de la promotion du commerce extérieur (ALGEX), indique dimanche un communiqué de la Direction.



Conseil des ministres : Le président Tebboune passe sous la loupe le PLF 2024

Le président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, Abdelmadjid Tebboune a présidé, dimanche, une réunion du Conseil des ministres, consacrée à l'examen du projet de loi de finances (PLF) pour l'exercice 2024 et d'exposés relatifs aux secteurs de l'Intérieur, de l'Enseignement supérieur, de l'Agriculture, de la Poste et des Télécommunications et des Travaux publics.



Mesures économiques du Gouvernement : Les experts insistent sur la poursuite des réformes

Dans sa réponse aux préoccupations des députés s'articulant autour de la déclaration de politique générale du gouvernement, le Premier ministre a consacré une bonne partie à l'aspect économique de son programme.

Dans ce sillage, le grand souci de l'Exécutif est de trouver des solutions à même de juguler l'inflation.



Souhil Meddah, expert en finance : «Le domaine postal doit s'intégrer dans toute la sphère financière »

Parmi les mesures annoncées par le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane, lors de la présentation de la politique générale du gouvernement, la création de la banque postale dans le cadre de la réforme bancaire. Dans cet entretien, l'expert en finance Souhil Meddah explique l'intérêt de recourir à ce genre d'établissement précisant son mode de fonctionnement comparativement aux banques classiques et aux missions attendues.



Finances : Tebboune ordonne la consécration d'un conseil des ministres au PLF 2024

Le président de la République Abdelmadjid Tebboune a ordonné, aujourd'hui de consacrer un Conseil des ministres dédié au projet de loi de finances 2024. Ce texte, précise le Chef de l'Etat, devra prendre en considération toutes les décisions prises aux conseils des ministres précédents.



Aéroport international de Sétif : Saisie de 24 900 euros sur une passagère

Les agents de l'équipe des douanes chargée de l'examen des passagers affiliés à l'inspection des douanes à l'aéroport international de Sétif (8 mai 1945), ont pu saisir une somme d'argent en devises étrangères non autorisée estimée à 24 900 euros, comme indiqué aujourd'hui dimanche., dans un communiqué publié par le même organisme de réglementation.



[Volet social, nouvelles wilayas et projets économiques](#)

[Ce que réserve la loi de finances 2024](#)

La préservation du pouvoir d'achat des citoyens est un impératif.

Inscrit à la réunion du Conseil des ministres, le projet de loi de finances 2024 sera examiné lors d'un Conseil spécial. C'est l'une des décisions du président de la République qui a précisé la nécessité de voir figurer sur le projet «toutes les décisions qui ont été prises lors des réunions du Conseil des ministres, que ce soit dans le domaine social ou économique», rapporte le communiqué de la présidence de la République, notant au passage l'insistance du président de la République à veiller à «la préservation de la souveraineté du pays en ne recourant pas à l'endettement» extérieur.



[Le pouvoir d'achat rappelé avec insistance](#)

Le serment de la République Le pouvoir d'achat a toujours impacté la politique socio-économique de l'État algérien.

Le thème du pouvoir d'achat a pris une importance capitale pour ne pas dire primordiale dans le programme du président de la République, Abdelmadjid Tebboune et son gouvernement. Cette préoccupation majeure vient d'être traduite au sein de l'hémicycle à travers un débat houleux et responsable par les députés en plénière à l'occasion de la déclaration de politique générale du gouvernement.



[Etat social](#)

La déclaration de politique générale du gouvernement a mis l'accent sur la gestion des affaires politiques, économiques et financières dans un contexte de crise. Cette conjoncture n'empêche pas l'État de poursuivre une politique sociale efficiente et équitable qui se base la une consolidation du pouvoir d'achat du citoyen, avec une évaluation des niveaux de salaire dans le secteur économique et la Fonction publique.



Accompagnement des entreprises en faveur de la relance économique ; Journées d'information à partir de mercredi

La Direction générale des Douanes lancera, à partir de mercredi, des Journées d'information sur la thématique «L'accompagnement des entreprises en faveur de la relance économique», en coordination avec la Chambre algérienne de commerce et d'industrie (CACI) et l'Agence nationale de la promotion du commerce extérieur (ALGEX), a indiqué hier un communiqué de la direction. La première Journée d'information, consacrée aux «Systèmes douaniers économiques destinés à la promotion de l'investissement», est prévue le 18 octobre au siège d'ALGEX, précise le communiqué.



Approvisionnement du marché, pouvoir d'achat, promotion...: Les assurances du Premier ministre

Dans ses réponses autour des questions relevant de la Déclaration de politique générale du gouvernement, le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane, a rassuré les députés lors d'une plénière samedi soir, en affirmant que leurs préoccupations figurent au rang des priorités dans l'action du gouvernement.



LE PRÉSIDENT, TOUT EN ORDONNANT UNE DEUXIÈME LECTURE DU PLF-2024 AVANT SON EXAMEN LORS D'UNE ÉUNION SPÉCIAL : Mettons le pays à l'abri de l'endettement extérieur

Le président Abdelmadjid Tebboune ordonne au Gouvernement de peaufiner le projet de Loi de finances pour 2024. Une fois fait, le texte sera examiné lors d'une réunion spéciale du Conseil des ministres.

LE PREMIER MINISTRE À PROPOS DE LA RELANCE ÉCONOMIQUE : « L'Algérie a réalisé des acquis importants »

Le Premier ministre, Aïmène Benabderrahmane a affirmé, samedi soir, que l'Algérie a réalisé des « acquis importants » dans un contexte économique mondial marqué par la récession, soulignant la nécessité de poursuivre les efforts pour réaliser les objectifs de développement durable.



Inflation importée : Ce qu'a dit le Premier ministre

Le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane, qui répondait samedi soir aux préoccupations des députés sur la Déclaration de politique générale du gouvernement à l'Assemblée populaire nationale (APN), a évoqué les mesures prises pour lutter contre l'inflation importée, qui est, selon lui, l'une des principales raisons de l'inflation en Algérie.

A ce propos, le Premier ministre a indiqué que la Banque d'Algérie a pris une série de mesures, dont le taux de change nominal. Selon lui, « le taux de change réel nominal augmenté de 8,1% sur une base annuelle en juillet 2023, a contribué à la réduction de l'inflation importée ».

رئيس الجمهورية: مشروع قانون المالية 2024 يجب أن يصون القدرة الشرائية للمواطنين

أكد رئيس الجمهورية، السيد عبد المجيد تبون، خلال اجتماع مجلس الوزراء الذي ترأسه اليوم الأحد، على ضرورة أن يصون مشروع قانون المالية لسنة 2024 القدرة الشرائية للمواطنين، حسبما جاء في بيان للمجلس.

إطلاق سلسلة أيام اعلامية ابتداء من الأربعاء القادم تحت شعار "مرافقة المؤسسات من أجل دعم الانعاش الاقتصادي"

ستطلق المديرية العامة للجمارك، ابتداء من الأربعاء القادم، سلسلة أيام اعلامية تحت شعار "مرافقة المؤسسات من أجل دعم الانعاش الاقتصادي"، بالتنسيق مع الغرفة الجزائرية للتجارة والصناعة والوكالة الوطنية لترقية التجارة الخارجية، حسبما أفاد به اليوم الأحد، بيان للمديرية العامة للجمارك.



ثالث بنك جزائري بالخارج سيساهم في رفع تحويلات المهاجرين

رسميا.. البنك الخارجي الجزائري يتحصّل على الاعتماد بفرنسا

تسلّم البنك الخارجي الجزائري رسميا اعتماد فرعه الجديد بفرنسا، والمنتظر انطلاقه في النشاط قبل نهاية السنة الجارية، حيث يُصنّف هذا الفرع بأنه الأهم على الإطلاق ضمن عملية فتح فروع للبنوك الجزائرية بالخارج.



أوامر رئاسية بتخصيص مجلس وزاري خاص لدراسة ومناقشة مشروع قانون المالية 2024

أمر رئيس الجمهورية عبد المجيد تبون، بتخصيص مجلس وزاري خاص لدراسة ومناقشة مشروع قانون المالية 2024 بالدقة اللازمة، على أن يتضمن المشروع كل القرارات التي تم اتخاذها في اجتماعات مجلس الوزراء، سواء في الجانب الاجتماعي أو الاقتصادي، وكذا الحفاظ على سيادة البلاد بعدم اللجوء إلى الاستدانة.



الرئيس تبون يأمر بتخصيص اجتماع خاص لدراسة مشروع قانون المالية 2024

صون القدرة الشرائية للمواطن

قرّر رئيس الجمهورية السيد عبد المجيد تبون ، خلال ترؤسه أمس، لاجتماع مجلس الوزراء، إرجاء دراسة مشروع قانون المالية لسنة 2024، من أجل تخصيص اجتماع خاص بهذا النصّ الهام ودراسته بالدقة المطلوبة، بالنظر إلى الأهمية التي يكتسيها، والمحاور الثقيلة التي ينبغي أن يتضمنها، ولاسيما منها ما تعلق بتنفيذ القرارات المعلن عنها في مجالس الوزراء وكذا مجمل التدابير المتخذة في إطار حماية القدرة الشرائية للمواطن الجزائري ومواصلة تكريس الطابع الاجتماعي للدولة.

TIPASA

Le ministre des Finances dévoile les chiffres

En fin de semaine, Faïd, ministre des Finances s'est rendu dans la wilaya de Tipasa pour s'enquérir de l'état d'avancement des travaux de réalisation de l'ENT (Ecole nationale du Trésor public), située à Koléa, une ville qui abrite d'autres établissements supérieurs de formation qui relèvent de son département ministériel.

A cette occasion, le membre du gouvernement a dévoilé quelques chiffres inhérents aux programmes de développement de la wilaya de Tipasa. Une enveloppe financière d'un montant qui avoisine 140 milliards de dinars avait été allouée dans le cadre de l'exercice 2022, afin de pouvoir prendre en

charge la réalisation de 536 opérations inscrites dans les programmes. Pour ce qui est de 2023, un programme complémentaire d'un montant de 3,9 milliards de dinars, dédié au financement de certains projets des secteurs de l'enseignement, la santé, les travaux publics et les ressources en eau. Par ailleurs, une autorisation programme d'un montant de 2,2 milliards de dinars avait été affectée pour le chapitre des PCD (Programme communaux de développement). Selon le ministre des Finances, 152 entreprises avaient été recensées dans la wilaya de Tipasa érigées au niveau de 12 zones d'activité. Toujours selon le ministre des Finances, la pro-

duction quotidienne de l'eau de la wilaya s'élève à 220 litres, soit une satisfaction de 98%. Le taux de branchement à l'électricité et le gaz pour ce qui concerne la wilaya avait atteint respectivement 99% et 78%. Les efforts des pouvoirs publics ont abouti à la construction de 326 écoles primaires, 103 collèges d'enseignement moyen et enfin 45 lycées.

Le secteur de la santé est pourvu d'une capacité d'hébergement, avec un taux de 2 lits pour 1000 citoyens. Quant au secteur du tourisme, Tipasa dispose d'une capacité de 3450 lits. Dans l'attente de la mise en service des 21 ZET. La numérisation du secteur des finances en

voie de réalisation est attendue, afin de rendre pour efficace l'intervention de toutes les administrations qui dépendent du ministère des Finances. Nombreux défis attendent le département de l'argentier du pays.

Le membre du gouvernement a exhorté les responsables à achever le chantier de l'ENT dans les meilleurs délais, compte tenu de son importance en matière de formation et de mise à niveau des fonctionnaires de son ministère. L'ENT a une capacité de 500 places pédagogiques, avec 1 internat de 168 places. Il accueillera en outre les étudiants africains.

M'hamed H.

IL A ORDONNÉ DE CONSACRER UN CONSEIL DES MINISTRES SPÉCIAL POUR LE PLF-2024

Tebboune insiste sur la préservation du pouvoir d'achat du citoyen

● Le chef de l'Etat a mis, hier lors du Conseil des ministres, l'accent sur la préservation des «acquis de l'autonomie financière de l'Algérie» et sur «le non-recours à l'emprunt extérieur» dans l'élaboration du PLF.



Le président de la République ordonne de débattre le projet de loi de finances avec toute la précision requise

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a présidé, hier, une réunion du Conseil des ministres au cours de laquelle il a ordonné de consacrer un Conseil des ministres spécial pour débattre du projet de loi de finances 2024 avec toute la précision requise, a indiqué un communiqué du conseil. Après présentation par le ministre des Finances du PLF-2024, le président Tebboune a donné instruction pour que le projet de loi prenne en compte toutes les décisions prises lors des réunions du Conseil des ministres, tant pour le volet social qu'économique, outre la préservation de la souveraineté du pays par le non-recours à l'endettement, a ajouté la même source. Il a, dans ce sens, appelé à ce que les différents intervenants dans le processus d'élaboration du projet de loi des finances s'attellent à examiner avec «précision» les dispositions contenues dans ce texte. Le chef de l'Etat a, en outre, mis l'accent sur la préservation des «acquis de l'autonomie financière de l'Algérie»

et sur «le non-recours à l'emprunt extérieur» dans l'élaboration du PLF. Il a insisté, dans ce sillage, sur la nécessité de sauvegarder les «équilibres budgétaires» de l'Etat, tout en préservant le «pouvoir d'achat du citoyen», a précisé la même source. Lors du Conseil des ministres, M. Tebboune a aussi ordonné l'exécution de projets revêtant un caractère stratégique afin de redynamiser l'économie, «à la lumière des bouleversements observés à l'international». Il y a lieu de rappeler que le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a indiqué, mardi dernier, que le projet de loi de finances pour l'exercice 2024 comptait plusieurs mesures visant à améliorer le pouvoir d'achat des citoyens.

Dans une déclaration à la presse, en marge d'une plénière à l'Assemblée populaire nationale (APN) consacrée à la présentation et au débat de la Déclaration de politique générale du gouvernement, M. Faïd a fait état de «mesures visant à améliorer le pouvoir d'achat des citoyens dans le projet de loi de

finances pour l'exercice 2024». Selon lui, le texte comprend d'autres mesures pour le financement des projets publics d'investissement.

«ÉVOLUTION POSITIVE DES CONDITIONS MACROÉCONOMIQUES»

L'examen du PLF-2024 intervient quelques jours seulement après la présentation pour débat et adoption devant l'APN de la loi de finances rectificative de l'année 2023 (LFR). Cette révision budgétaire intervient en raison d'une «évolution positive des conditions macroéconomiques et financières du pays enregistrées depuis l'adoption du texte de la loi de finances 2023 en décembre 2022», selon l'exposé des motifs. L'un des principaux éléments de cette révision budgétaire réside dans la révision à la hausse de 6% du volume d'hydrocarbures à exporter pour l'année 2023, soit 171,3 millions de tonnes équivalent pétrole, ce qui impacte favorablement les recettes attendues.

Pour les recettes, le projet de loi s'appuie sur les nouvelles projections de Sonatrach, la compagnie nationale des hydrocarbures, pour la période 2023-2027 ainsi que sur la révision à la hausse de la fiscalité pétrolière qui devrait rapporter 3856,3 milliards de dinars, contre 3289,5 milliards précédemment prévus dans la loi de finances 2023. Du côté des dépenses, le projet vise à «préserver le pouvoir d'achat des citoyens», «développer les infrastructures de base» et «poursuivre les projets à moyen terme». Le texte prévoit une augmentation globale des dépenses publiques de 6,7% par rapport à ce qui était initialement prévu dans la loi de finances 2023, portant le total à 1706,8 milliards de dinars. La loi rectificative table sur une hausse des revenus exceptionnels de l'Etat, avec un montant estimé à 1410 milliards de dinars dont 800 milliards de dinars engrangés par Sonatrach et 400 milliards de dinars de bénéfices pour la Banque d'Algérie.

M. Abdelkrim

LE PREMIER MINISTRE RÉPOND AUX DÉPUTÉS

«L'ÉPOQUE DE L'IMPORTATION TOUS AZIMUTS EST RÉVOLUE»

● En défendant son bilan qu'il qualifie de «positif», Aïmene Benabderrahmane a livré des chiffres et des détails sur les mesures prises à tous les niveaux : économique, social et politique, dans l'unique but, assure-t-il, d'améliorer le pouvoir d'achat des citoyens.

Le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane, a répondu, avant-hier dans la soirée, aux préoccupations et interrogations des députés sur la Déclaration de politique générale du gouvernement. Durant trois heures, le chef de l'Exécutif a tenté de convaincre une assistance qui a axé, quatre jours durant, son intervention sur, notamment, la cherté de la vie et la hausse des prix des produits de large consommation. En défendant son bilan qu'il qualifie de «positif», le Premier ministre a livré des chiffres et des détails sur les mesures prises à tous les niveaux : économique, social et politique, dans l'unique but, assure-t-il, d'améliorer le pouvoir d'achat des citoyens qui est, selon lui, l'une des grandes priorités du président de la République et, par ricochet, du gouvernement. «La préservation de la dignité du citoyen et de son pouvoir d'achat est une ligne rouge et constitue notre priorité, quelle que soient les conditions financières et économiques du pays», tranche-t-il, estimant, toutefois, incongru de continuer à importer des «lentilles et des haricots secs». «Certains veulent, à tout prix, le retour à l'importation tous azimuts. Cette époque est révolue. Nous n'importerons plus ce qui peut être cultivé chez nous. La réduction des importations a été décidée pour assainir le secteur et mettre fin aux dépassements enregistrés à ce niveau», a-t-il tranché. A ce titre, il s'est félicité de l'éradication des pénuries, notamment les produits laitiers et la semoule «enregistrées l'année dernière à la même période». Pour M. Benabderrahmane, la cherté des produits de large consommation est «conjoncturelle», selon lui, toutes ces perturbations seront contenues avant le 31 décembre. Il a insisté, dans ce sens, sur l'impératif d'atteindre l'autosuffisance alimentaire rapidement pour ne plus subir l'impact des fluctuations des prix sur le marché international. Le Premier ministre est revenu sur les dispositions prises par le gouvernement dans ce sens, rappelant que le budget alloué aux transferts sociaux passera



Le Premier ministre, hier dans la soirée, à l'hémicycle répondant aux interrogations des députés

de 2714 milliards de dinars, en 2023, à 2895 milliards de dinars en 2024. Une augmentation de l'ordre de 181 milliards de dinars, ce qui représente 19,7% du budget global de l'Etat. En vue de lutter plus efficacement contre la spéculation, il a annoncé que le gouvernement a finalisé l'élaboration d'un décret exécutif devant fixer les marges bénéficiaires des produits céréaliers et du riz, et ce, par souci de moraliser davantage les pratiques commerciales et d'éviter les perturbations du marché et l'augmentation des prix.

PÉNURIE SÉVÈRE DE MÉDICAMENTS

Entre autres mesures introduites dans le cadre de la préservation du pouvoir d'achat du citoyen, il citera les augmentations salariales ayant profité à plus de deux millions de salariés. Il a annoncé également que le gouvernement a décidé de lever, de manière définitive, le

gel sur les promotions dans la Fonction publique, ce qui permettra à 280 000 fonctionnaires remplissant les conditions d'ancienneté d'en bénéficier. Il a expliqué que cette opération à laquelle un budget de 29,6 milliards de dinars a été alloué s'échelonnait progressivement sur trois ans (2023 à 2025), à raison de 100 000 promotions par an. Une décision qui vise à rattraper le retard enregistré depuis 9 ans. Seulement, le retour au processus ordinaire des promotions dans la Fonction publique, selon lui, se fera à l'horizon 2026 et ce, en fonction des plans des ressources humaines. A la question des parlementaires qui ont soulevé le problème de la pénurie sévère de certains médicaments, le Premier ministre ne l'a pas nié. Bien au contraire, il a reconnu son existence mais en l'imputant à la réaction de «certains laboratoires étrangers» qui, de son avis, n'ont pas apprécié les mesures de régulation du marché prises par

l'Etat «favorisant ainsi le produit national». Il a rappelé, en outre, les «instructions formées» données, à cet effet, pour assurer un stock stratégique permanent de médicaments au niveau de la Pharmacie centrale des hôpitaux (PCH) et activer les mécanismes mis en place pour éviter les pénuries. Pour ce qui est de l'amélioration de la prise en charge des cancers, le Premier ministre a indiqué qu'il sera procédé à «l'acquisition de 29 nouveaux accélérateurs pour la radiothérapie au profit des centres anticancers», affirmant que «de nombreuses procédures immédiates ont été mises en place afin d'en assurer la disponibilité des médicaments, pour ne citer qu'une seule procédure immédiate afin de permettre l'acquisition de grandes quantités de ces médicaments dont une partie a été réceptionnée, septembre dernier tandis que les quantités restantes arriveront en ce moment d'octobre».

Nabila An

LES CONTOURS DE LA LOI DE FINANCES 2024 TRACÉS

Le pouvoir d'achat comme priorité

Les contours de la loi de finances 2024 sont tracés. Elle fera l'objet d'un Conseil des ministres spécial pour en examiner le contenu. Le texte devra prendre en compte l'ensemble des décisions déjà prises dans le volet économique et social mais surtout la préservation de la souveraineté du pays avec le maintien de la décision de ne pas recourir à l'endettement. La loi de finances devra également prendre en compte la préservation du pouvoir d'achat.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Les grandes lignes de la loi de finances 2024 ont été discutées en Conseil des ministres. Le projet de loi fera cependant l'objet d'une réunion spéciale. Le texte devra refléter l'ensemble des décisions déjà prises, qu'il s'agisse de celles économiques ou sociales. Autre aspect à prendre en compte : la nécessité de préserver la souveraineté nationale en tournant le dos à l'endettement, tout en donnant la priorité aux projets stratégiques pour apporter la dynamique nécessaire à l'économie dans un contexte mondial fait de tensions. Il s'agira également de préserver le pouvoir d'achat des citoyens au moment où les marchés mondiaux connaissent une flambée.

Au cours de ce même



Photo : DR

Conseil des ministres, le président de la République a donné des instructions pour la poursuite du processus de création de wilayas déléguées au niveau du Sud et des Hauts-Plateaux, en coordination entre le ministre de l'Intérieur et les autres secteurs, dans l'attente de la création de nouvelles wilayas dans le nord du pays, ultérieurement.

La démarche, précise le communiqué sanctionnant le Conseil des ministres, vise à promouvoir la croissance économique au niveau local et la création de nouveaux espaces économiques. Un processus qui se fera en fonction des capacités de l'État. Il a également été question de l'amélioration de la qualité de l'internet.

Le président de la

République a estimé nécessaire de poursuivre les efforts pour une meilleure qualité qui puisse permettre à différents secteurs de fournir des services de qualité. Le ministre du secteur a été chargé de proposer un plan de travail pour l'exploitation des satellites pour fournir des services internet. Le secteur de l'agriculture a également été passé en revue avec un exposé sur la réhabilitation du barrage vert qui devra se faire avec la participation des start-up et des jeunes habitant les régions concernées par la plantation des arbres. Des instructions ont été données pour diversifier les arbres en se dirigeant vers ceux productifs. Tout comme pour le barrage vert, l'apport des jeunes est souhaité dans tout le secteur pour le moder-

niser et surtout atteindre l'autosuffisance souhaitée, tout comme l'organisation des fermes pilotes.

Enfin, et au sujet du secteur de l'enseignement supérieur, le président de la République s'est félicité de la création de filières dans l'hydrogène vert, appelant à l'élaboration d'une stratégie globale qui soit au diapason des évolutions que connaît le monde, en ayant recours aux expériences des pays leaders en la matière.

Les efforts faits par l'Algérie en matière d'énergie solaire ont, quant à eux, été salués par le président de la République, qui demande à ce que les efforts fournis par l'Algérie en matière de préservation de l'environnement soient plus visibles.

N. I.

- Préserver le pouvoir d'achat et la souveraineté du pays par le non-recours à l'endettement
- Donner la priorité à l'exécution des projets stratégiques

Loi de finances 2024 : les instructions de Tebboune

"Privilégier la mise en œuvre des projets stratégiques pour la dynamisation de l'économie nationale et veiller à la protection du pouvoir d'achat des citoyens." Ce sont les principales consignes émises hier par Abdelmadjid Tebboune à l'endroit du gouvernement quant aux priorités à intégrer au projet de loi de finances pour l'exercice prochain, selon un communiqué officiel rendu public par les services de la présidence de la République à l'issue d'une réunion du conseil des ministres.

PAR R. AKLI

LE CHEF DE L'ETAT, est-il ainsi indiqué, "a insisté sur la nécessité d'accorder la priorité à la réalisation des projets à dimension stratégique pour dynamiser l'économie du pays, tout en tenant compte des perturbations que connaît la scène internationale dans les circonstances actuelles". De même, a-t-il ordonné, le projet de loi de finances pour 2024 doit répondre à l'exigence de "veiller à la protection du pouvoir d'achat des citoyens, à l'aune des hausses des prix que connaissent actuellement les marchés internationaux, en raison de la propagation des zones d'instabilité à travers le monde". Aussi, le président de la République, indique le même communiqué, a donné instruction de consacrer une réunion spéciale du conseil des ministres au débat et à l'examen du contenu du projet de loi de finances pour l'exercice prochain, de sorte à lui accorder toute "la rigueur nécessaire".

En outre, a-t-il esjoint, "le projet de loi de

finances devra intégrer l'ensemble des décisions prises lors de précédentes réunions du conseil des ministres tant au volet social qu'économique", de même qu'il devra prendre en ligne de compte les impératifs liés à la sauvegarde la souveraineté du pays, à travers "le non-recours à l'endettement". Document-clé pour la conduite de la politique financière et économique du pays durant l'exercice à venir et même au-delà, le projet de loi de finances pour 2024 devrait ainsi consacrer l'essentiel de l'effort budgétaire de l'Etat à la poursuite des actions engagées en vue d'améliorer le pouvoir d'achat des ménages, ainsi qu'à l'accélération de la mise en œuvre de grands projets d'investissement et d'équipement publics considérés comme structurants pour l'économie du pays.

La finalité ciblée en ce sens étant d'orienter efficacement la dépense prévisionnelle de l'Etat vers les priorités socio-économiques de l'heure que sont surtout celles de la consolidation et de la diversifica-



tion de la croissance économique, tout en poursuivant la lutte contre les poussées inflationnistes en présence, à travers un soutien accru aux prix des produits de base et aux revenus des différentes catégories sociales, en particulier les plus vulnérables. Evoquant en ce sens la portée des dispositions prévues dans le projet de loi finances pour l'exercice à venir, le ministre des finances, Laïch Faid, cité par l'APS, avait affirmé mardi dernier que ce texte comptait plusieurs mesures visant à améliorer le pouvoir d'achat des citoyens. Ce projet de loi,

avait-il indiqué, comprendra également d'autres mesures visant à favoriser le financement des projets publics d'investissement. Une approche qui s'inscrit en somme dans la continuité de la politique budgétaire amorcée à travers la loi de finances rectificative mise en place pour la fin de l'exercice en cours et qui charrie déjà un accroissement sensible des dépenses publiques en vue de stimuler l'investissement et de faire face en même temps aux nouveaux besoins de financement de l'action sociale de l'Etat.

R. A.

Conseil des ministres

Le projet de loi de finances 2024 au menu

Le président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmajid Tebboune, a présidé, dimanche, une réunion du Conseil des ministres consacrée à l'examen du projet de loi de finances pour l'exercice 2024 et d'exposés relatifs à plu-

sieurs secteurs, indique un communiqué de la Présidence de la République.

M. Abdelmajid Tebboune, président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, a présidé, ce jour, une réunion du Conseil des ministres consacré

à l'examen du projet de loi de finances pour l'exercice 2024 et d'exposés relatifs aux secteurs de l'Intérieur, de l'Enseignement supérieur, de l'Agriculture, de la Poste et des Télécommunications et des Travaux publics', lit-on dans le communiqué de la Présidence de la République.

Le taux d'inflation en Algérie entre 2001 et 2023

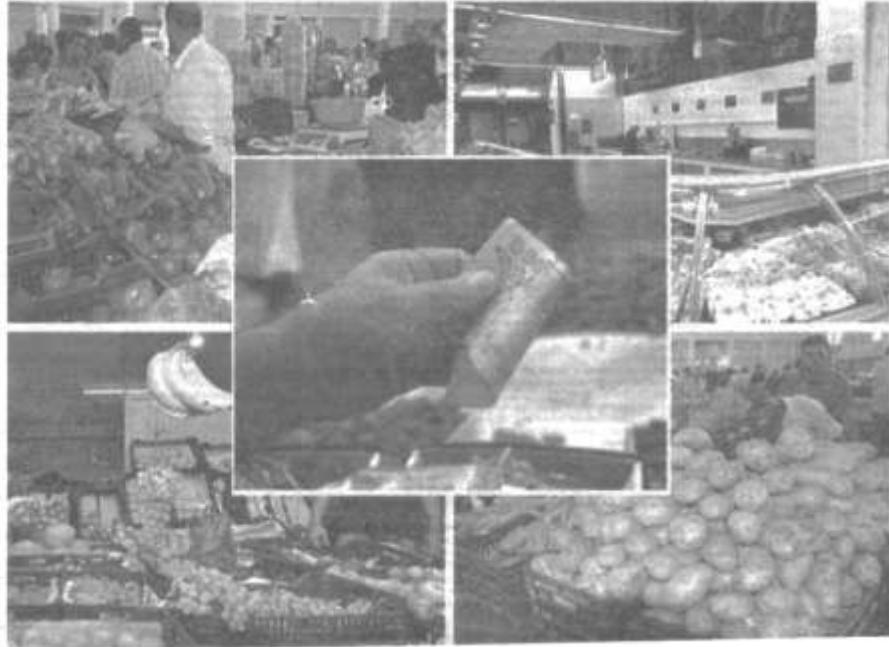
Impacts sur la cohésion sociale et la sécurité nationale

Les deux maladies apparentes du corps social sont l'inflation et le chômage que l'on ne combat pas par des mesures administratives bureaucratiques, devant s'attaquer à l'essence, le fonctionnement de la société.

La troisième raison, est la dépréciation officielle du dinar. Le cours officiel est passé (cours achat) en 1970, à 4,94 dinars un dollar, en 1980 à 5,03 dinars un dollar ; - 2001 : 77,26 dinars un dollar et 69,20 dinars un euro-2020 : 128,31 dinars un dollar ; en 2022 140, 24 pour un euro et 139,30 dinars pour un dollar. La cotation du dinar officiel le 11 octobre 2023 est de 137, 0080 dinars un dollar et 145,3792 dinars un euro et au Square Port Saïd, les cambistes fixent l'euro à 227,00 dinars algériens à l'achat et à 229,00 dinars algériens à la vente. Pour le dollar américain, il est coté à 214,00 dinars algériens à l'achat et à 216,00 dinars algériens à la vente. La dépréciation officielle du dinar permet d'augmenter artificiellement

la fiscalité des hydrocarbures (reconversion des exportations d'hydrocarbures en dinars) et la fiscalité ordinaire (via les importations tant en dollars qu'en euros convertis en dinars dévalués), cette dernière accentuant l'inflation des produits importés (équipements), matières premières, biens finaux, montant accentué par la taxe douanière s'appliquant à la valeur du dinar, supportée, en fin de parcours, par le consommateur comme un impôt indirect, l'entreprise ne pouvant supporter ces mesures que si elle améliore sa productivité et lui imposant un plafonnement des prix les orientant nécessairement soit à la faillite ou vers les sphères informelles, à moins que l'Etat subventionne.

La quatrième raison, est l'accroissement de la population algérienne avec des besoins croissants qui a évolué ainsi : 1960 11,27, - 1970 14,69, -1980 19,47, -1990 26,24, -2010 à 37,06, au 01 janvier 2023 plus de 45 millions et d'ici 2030 serait de 51,026 millions d'habitants. (voir étude pour la Présidence de la République sous la direction du Pr Abderrahmane Mebtoul Pression démographique, inflation et évolution salariale (4 volumes 560 pages 2008). La cinquième raison, est l'importance du marché informel qui contrôle plus de 50% de la superficie économique. Les prix des produits non subventionnés s'alignent sur le cours du dinar sur le marché parallèle amplifiant l'inflation et s'étendant en période de crise, lié à la cotation du dinar sur le marché parallèle avec un écart entre l'officiel et le parallèle en septembre 2022 de près de 57%, une des raisons des surfacturations avec certains étrangers et des transferts illicites hors des frontières des produits subventionnés. Pour la Banque d'Algérie il y a plus de 6200 milliards de dinars de la masse monétaire en circulation hors banques



la valeur d'une monnaie dépend avant tout de la production et de la productivité. Selon les données contenues dans la Déclaration générale du Gouvernement, l'Algérie connaît une relative stabilisation financière grâce au cours élevé des hydrocarbures

soit au cours de 137 dinars un dollar 45,25 milliards de dollars. Le président de la République ayant dénoncé l'éffritement du système d'information avait donné un montant variant entre 6000 et 10.000 milliards de dinars. L'anticipation d'une dévaluation rampante du dinar, a un effet négatif sur toutes les sphères économiques et sociales, des ménages plaçant leur capital-argent dans l'immobilier, des biens durables à forte demande comme les pièces détachées, facilement stockables l'achat d'or ou de devises fortes. (voir étude sous la direction du professeur Abderrahmane Mebtoul- Institut Français des Relations internationales IFRI Paris «les enjeux stratégiques de la sphère informelle -2013- reproduite en synthèse réactualisée dans la revue Stratégie IMDEP du ministère de la Défense nationale octobre.

La sixième raison, est la fraude fiscale et la corruption à travers les surfacturations qui se répercutent sur le prix final des biens et accroît le processus inflationniste. La directrice générale des Impôts le 04 avril 2023 a fait état de 6.000 milliards de dinars d'impôts non recouverts soit au cours actuel 44 milliards de dollars. Pour les transferts illicites de capitaux à l'étranger, selon les données du FMI les entrées en devises entre

2000/2021 sont estimées, approximativement, autour de 1100 milliards de dollars avec une importation de biens et services de plus de 1050 milliards de dollars le solde étant les réserves de change au 31/12/2020 et les surfacturations entre 10% et 15% donnerait un transfert illicite de devises entre 100 et 150 milliards de dollars entre 2000/2020 placés dans l'achat de biens, ou de tierces personnes ayant la nationalité étrangère et dans des paradis fiscaux où il est difficile de les récupérer.

En conclusion, la valeur d'une monnaie dépend avant tout de la production et de la productivité. Selon les données contenues dans la déclaration générale du gouvernement, l'Algérie connaît une relative stabilisation financière grâce au cours élevé des hydrocarbures qui représentent avec les dérivées (comptabilisées à 67% dans la rubrique hors hydrocarbures en 2022 selon les statistiques douanières) 98% des recettes en devises, et un endettement extérieur relativement faible moins de 3 milliards de dollars, un endettement public global en croissance d'environ 60% du PIB, des réserves de change d'environ 73 milliards de dollars fin 2023 et 82/83 milliards de dollars y compris les 173 tonnes d'or,

dont l'once connaît d'importantes fluctuations. Les importations de biens ou bon nombre de produits finis et biens intermédiaires connaissent des tensions, accroissant le processus inflationniste, sont estimées pour 2023 à 41,5 milliards de dollars non compris les services qui ont fluctué entre 2021/2022 de 6/7 milliards de dollars/an, nous approchant de 50 milliards de dollars. À une moyenne de 80/85 dollars le baril et 11/12 dollars le MBTU du gaz, les recettes d'hydrocarbures devraient fluctuer entre 47/53 milliards de dollars fin 2023 contre 60 en 2022 dont le cours avait atteint 106 dollars et 15/16 dollars le MBTU. Sur le plan macroéconomique, le gouvernement prévoit une croissance de plus de 5% en 2023, et pour les organisations internationale IMF/FMI, le PIB devrait s'établir à 200 milliards de dollars en 2023, le gouvernement donnant un autre montant 233 milliards de dollars et le taux de croissance réel devrait croître, selon le FMI de 3,8% en 2023 (3,1% en 2024) contre 2,3% en 2023 pour la Banque mondiale dans leurs derniers rapports, un écart de 1,7% entre les deux institutions. D'où les nombreux défis qui attendent l'Algérie entre 2024/2025/2030 face à l'accroissement des besoins internes (50 millions d'habitants horizon 2030) et des nouvelles mutations mondiales, nécessitant des stratégies d'adaptation. L'Algérie a d'importantes potentialités pour faire face aux tensions géostratégiques et internes qui seront croissantes entre 2024/2025/2030. Pour cela, pour son développement, s'impose la concrétisation des réformes institutionnelles et économiques, nécessitant une mobilisation générale, un large front national, tenant compte des différentes sensibilités et un discours de vérité pour un sacrifice partagé.

Professeur des universités, expert international Abderrahmane Mebtoul (Sulta et fin)



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

✉ dc@mf.gov.dz

☎ Poste: 2784

www.mf.gov.dz



@MFinance_dz



f

@MFinancesdz



وزارة المالية الجزائرية MFINANCES CHANNEL



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger